

NOUVELLE GUERRE FROIDE

Washington et Moscou se livrent bataille en Ukraine



Le miracle économique ukrainien a suscité bien des tensions au sein d'une société divisée, ouvrant le pays aux influences étrangères. Partenaire stratégique pour la Russie, avec ses gazoducs et son ouverture en Mer Noire, l'Ukraine attise les appétits états-unis qui la voient déjà dans l'OTAN et dans l'Union européenne. Moscou et Washington ont choisi leurs candidats à la prochaine élection présidentielle et ne ménagent pas leurs efforts pour les soutenir. En faisant miroiter des accords économiques pour le premier, en formant et finançant associations et partis politiques pour le second.

page 2

Complots à Kiev

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

L'élection présidentielle ukrainienne réveille les vieux réflexes de la Guerre froide. Deux camps s'affrontent et à travers eux, Moscou et Washington. La presse occidentale ne rend compte que du point de vue pro-états-unien. Jackson Diehl n'hésite pas à comparer la situation à celle de 1947 et du « coup de Prague » tandis que Borys Tarasyuk et Victor Yushenko signent dans le *Moscow Times* et dans *Libération* des textes identiques dénonçant l'autocratie en Ukraine.

page 7

REPÈRE : 26 OCTOBRE 1956

La paix des égorgeurs dans les Némentchas

Robert Bonnaud, appelé en Algérie, participe le 25 octobre à une opération dans le massif des Némentchas. L'aviation bombarde les rebelles. Le lendemain vient l'ordre d'entreprendre le nettoyage. « *Les blessés qui n'avaient pu fuir (...) furent massacrés, dans des conditions odieuses qui dépassent une imagination normale, mais non la réalité algérienne. Les cadres européens du G.M.P.R. (Groupe mobile de protection rurale), qui dirigeaient le nettoyage, se distinguèrent particulièrement. Ils s'acharnèrent à coups de pieds sur les blessures, et le malheureux suffoquait de douleur. Ils plaisantaient abominablement (...), redoublaient de brutalité sous prétexte d'interrogatoire. Finalement, sortant le couteau de cuisine, ils l'aiguisaient longuement sur le roc, aux yeux du condamné. L'exécution était maladroite et lente, charcutait le cou et évitait la carotide. (...) Comble de précaution, une balle de Mas 36, à bout portant, écrabouillait le visage, le transformait en une chose immonde, qui n'a pas de nom dans le langage de l'horreur...* »

Source : Robert Bonnaud, « La paix des Némentchas », *Esprit*, avril 1957. ■

AVANT



APRÈS



PROPAGANDE MILITARISTE ET RETOUCHE NUMÉRIQUE

Le dernier clip publicitaire de la campagne présidentielle de George W. Bush est au cœur d'une curieuse polémique aux États-Unis. Le spot intitulé « *Whatever it takes* » (« *Quel qu'en soit le prix* ») utilise une photographie montrant une foule de soldats au garde-à-vous devant un parterre de patriotes. Petit problème : il s'agit en réalité d'un photomontage. Pour les besoins de la communication présidentielle, certains des soldats ont été « copiés-collés » de façon à masquer le président qui figurait sur le cliché original. Celui-ci a été pris lors d'une allocution du « Commandant en chef » en juillet 2002 à New York. Les Démocrates affirment tenir ici la preuve que l'administration Bush « *a toujours eu des difficultés à dire la vérité* ». Certes, mais il aurait sans doute été plus pertinent de dénoncer le détournement pour un spot de campagne pro-Républicain d'une photo officielle représentant des soldats chargés de la défense d'un État et non d'un parti politique. ■

Nouvelle Guerre froide

Washington et Moscou se livrent bataille en Ukraine

Le miracle économique ukrainien a suscité bien des tensions au sein d'une société divisée, ouvrant le pays aux influences étrangères. Partenaire stratégique pour la Russie, avec ses gazoducs et son ouverture en Mer Noire, l'Ukraine attise les appétits états-uniens qui la voient déjà dans l'OTAN et dans l'Union européenne. Moscou et Washington ont choisi leurs candidats à la prochaine élection présidentielle et ne ménagent pas leurs efforts pour les soutenir. En faisant miroiter des accords économiques pour le premier, en formant et finançant associations et partis politiques pour le second.



Saisissant sa chance historique, le Parlement ukrainien (Verkhovna Rada) a voté l'indépendance de cette république soviétique, le 24 août 1991. Cette décision a été ratifiée par référendum, le 1er décembre de la même année, à une écrasante majorité de 90 % des voix.

La population est pourtant divisée en communautés linguistiques distinctes : trois quart d'entre elle, habitants de l'Ouest et des campagnes, parle l'Ukrainien, tandis que le quatrième quart, plus urbain ou à l'est, parle le Russe. Tous s'accordèrent pour s'affranchir de Moscou et renouer avec une brillante histoire,

celle de la « *Russie Kieviennne* », un vaste État qui réunissait les peuples slaves orientaux de la Baltique à la mer Noire. En 988, le prince de Kiev, Vladimir le Grand adopta le christianisme comme la religion officielle. En 1051, Anne, fille du prince de Kiev, Jaroslav le Sage, épousa Henri Ier dans la cathédrale de Reims, devenant ainsi reine de France. Durant son histoire, l'Ukraine fut ballottée entre différents États qui l'absorbèrent : l'Empire ottoman, la Pologne, la Lituanie, la Crimée, l'Empire austro-hongrois, la Russie. Après le second partage de Pologne en 1793, l'Ukraine fut annexée par l'Empire russe, tandis que la Galicie, sa partie occidentale, fut rattachée à l'Empire austro-hongrois jusqu'à 1919. Cette partition engendra un siècle d'expériences séparées qui explique les divisions actuelles du pays.

Cependant, l'enthousiasme de l'indépendance retrouvée laissa la place à bien des désillusions. Pendant une période de transition économique particulièrement chaotique, le PNB a été divisé par 2,5. L'Ukraine n'a relevé la tête et commencé à se développer qu'au cours du second mandat de Leonid Kouchma avec un taux de croissance de 13 % l'an.



Viktor Medvedchuk, Viktor Yanukovitch, Rinat Akhmetov, et Viktor Pintchuk

Le pouvoir a été partagé entre trois clans d'oligarques :

- ▶ A Kiev, Viktor Medvedchuk, le chef de l'administration présidentielle, est un proche du Kremlin. On le présente comme l'éminence grise du pouvoir. Il contrôle la chaîne de télévision publique UT-1 et les chaînes privées 1+1 et Inter, outrageusement engagées dans la campagne électorale.
- ▶ À Donetsk (fief du Premier ministre), Viktor Yanukovitch et Rinat Akhmetov, l'homme le plus riche du pays avec une fortune estimée à 3,5 milliards de dollars. Il détient l'essentiel de l'industrie métallurgique du Donbass et contrôle la chaîne de télévision Ukraïna et le quotidien *Sevodnia*.
- ▶ À Dniepropetrovsk, Viktor Pintchuk, gendre du président sortant et Pdg d'Interpipe, est un proche de la Maison-Blanche. Il a associé George H. Bush (le père), **George Soros** et **Henry Kissinger** à ses affaires. En un an, il a presque doublé sa fortune qui est aujourd'hui la seconde du pays avec 2,5 milliards de dollars. Il contrôle les chaînes de télévision ICTV, STB, Novy Kanal et le quotidien *Fakty* qui proposent un traitement équilibré des nouvelles nationales.

Le nouveau « miracle économique » redonne à l'État les moyens de sa politique. Comme en Russie, la question de la légitimité des oligarques se pose désormais. Pour se maintenir, chaque clan noue des alliances, soit avec la Fédération de Russie, soit avec les États-Unis via l'Union européenne, ressuscitant un parfum de Guerre froide. D'autant que le pays n'a plus seulement une frontière commune avec la Russie, mais désormais aussi avec l'Union européenne depuis son élargissement. Or, si la Russie a admis sans difficulté l'indépendance de l'Ukraine, elle ne peut risquer de voir passer dans le camp adverse un État stratégique pour elle avec le port de Sébastopol (principale base militaire russe en Mer Noire), des gazoducs indispensables à ses exportations, sans parler du

projet en développement de zone de libre-échange avec la Biélorussie et le Kazakstan. Précisément, ces enjeux pour la Russie et ces faiblesses de l'Ukraine fournissent une occasion rêvée pour les États-Unis de porter un coup facile à la Russie et les ont incités à intervenir.



Viktor Yushchenko et Madeleine Albright

Vingt-quatre candidats s'affronteront lors du premier tour de l'élection présidentielle ce week-end. Le président sortant, Leonid Kouchma, a renoncé à se représenter, bien qu'il soit parvenu à faire modifier la constitution pour pouvoir briguer un troisième mandat. Contrairement à l'image qu'il se plaît à donner, il a conduit une politique d'équilibre entre les deux grandes puissances, envoyant par exemple des troupes en Irak pour satisfaire

le Pentagone dans la perspective d'une entrée dans l'OTAN.

Quatre candidats principaux sont en lice :

- ▶ Viktor Yanukovych (russophone particulièrement implanté dans la région de Donetsk), actuel Premier ministre et dauphin du président sortant, soutenu par Moscou (crédité de 31 à 34 % des voix au premier tour).
- ▶ **Viktor Yushchenko**, ancien Premier ministre (1999-2001) et fondateur de Notre Ukraine, une coalition électorale allant des libéraux à l'extrême droite, soutenu par Washington (crédité de 29 à 31 % des voix).
- ▶ Oleksander Moroz, président du Parti socialiste unifié (crédité de 4 à 6 % des voix).
- ▶ Petro Symonenko, président du Parti communiste (crédité de 3 à 5 % des voix).

Le résultat de l'élection dépendra donc des alliances et du report des voix au second tour. Mais d'ores et déjà les États-Unis ont multiplié les mises en garde contre une falsification des résultats qu'ils ne manqueront pas de dénoncer si leur poulain perdait la partie. Et il est vrai que la sincérité de l'équipe sortante est douteuse. L'ambassadeur états-unien à Kiev, s'appuyant sur un rapport de sa propre administration rédigé pour l'OSCE, a dénoncé les entraves faites au fonctionnement des « associations non gouvernementales soutenant la démocratie » et prévenu qu'en cas de contestation du scrutin, Washington prendrait des sanctions. Dans la foulée, il a reconnu sans rougir avoir déjà dépensé 13 millions de dollars pour « soutenir la démocratie ».



Viktor Yanukovitch et Vladimir Poutine

Vladimir V. Poutine a envoyé un bataillon de conseillers à Kiev pour mener la campagne de son poulain, Viktor Yanukovych, qui paraît plus fidèle que compétent. Ils sont coordonnés sur place par l'ancien Premier ministre russe Viktor Tchernomyrdine devenu ambassadeur. Intervenant directement, le président russe a lui-même fait le voyage à l'occasion du 60e anniversaire de la libération de l'Ukraine par l'Armée rouge. Une parade militaire a été ouverte par un char soviétique datant des

années 40, surmonté du drapeau frappé de la faucille et du marteau, tandis que

des fantassins en uniforme d'époque défilaient. À la tribune officielle, les présidents russe et azerbaïdjanais apportaient leur soutien non dissimulé au Premier ministre-candidat.

Pour en rajouter un peu plus, Moscou a annoncé qu'il rétribuerait à hauteur de 800 millions de dollars pour 2004 les pipe-lines qui lui permettent d'exporter gaz et pétrole via l'Ukraine. Tandis que sur proposition du ministre de l'Intérieur russe, la Douma a voté à l'unanimité, le 29 octobre, le principe d'une possible double citoyenneté russo-ukrainienne, si l'Ukraine le souhaite. Le Kremlin n'est pas avare de moyens, mais il s'implique peut-être trop tard.

Au département d'État, le dossier ukrainien est dans les mains de **Richard Armitage** [1] qui ne fait pas mystère d'avoir déployé de gros moyens pour faire tomber l'Ukraine dans sa zone d'influence. Son candidat, Viktor Yuschenko, est un brillant économiste et financier aux dents longues. Il a présidé la Banque nationale de 1993 à 1999 et a été alors noté par la presse spécialisée comme l'un des dix meilleurs banquiers du monde. Sur la pression US, il est devenu Premier ministre au début du second mandat Kouchma, de 1999 à 2001, sans laisser de souvenir impérissable. Il est marié à une ressortissante des États-Unis, Katerina Tchoumatchenko, dont la naturalisation est en cours. Sous l'ère Reagan, elle fut l'assistante du secrétaire d'État, George P. Schultz, pour les Questions humanitaires et les Droits de l'homme. Puis, elle a travaillé, dans l'administration Bush père, au Bureau des relations publiques de la Maison-Blanche.

La NED/CIA [2] a déversé des millions de dollars de subvention aux associations pro-Yuschenko [3]. Surtout, elle a mis sur pied une association de jeunesse, Pora (« Il est temps ») sur le modèle de ce qu'elle avait réalisé avec Otpor en Serbie pour renverser Slobodan Milosevic. Les cadres de ces groupes sont formés au Centre pour la révolution non-violente de Belgrade. Le Centre met en avant ceux de ses formateurs qui proviennent de la Fondation Soros. Mais la plupart sont en réalité dépêchés par la Freedom House [4] de James Woolsey. L'ensemble est dirigé par le colonel Robert Helvy de la CIA qui s'est adjoint deux émissaires Aleksandar Maric et Stanko Lazentic. Madeleine Albright en personne est venue inspecter le dispositif [5], comme elle l'avait fait en Géorgie avant la pseudo-révolution des roses [6].



Logos des organisations Otpor et Pora

Deux organisations de jeunesse encadrées par les services secrets états-unis

La surenchère russo-états-unienne se heurte malheureusement à un problème : aucun des deux principaux candidats n'est vraiment présentable.

Viktor Yanukovych, ouvrier mécanicien sorti du rang, incarne difficilement les intérêts du prolétariat. Il s'est illustré par son penchant pour la vodka et les bagarres. Il a purgé deux peines de prison, l'une pour vol et l'autre pour

tentative de viol avec sodomie.

Viktor Yuschenko a beau jouer au « golden boy », il a coulé la banque Ukraine dont il était le directeur adjoint, dans les années 80.

Tous les retournements sont possibles entre les deux tours. D'autant que les sondages les plus récents évaluent entre 8 et 14 % le nombre des indécis, bien plus qu'il n'en faut pour faire basculer les résultats.

[1] « Ukraine can ill afford an unfair election » par Richard Armitage, *Financial Times*, 29 octobre 2004.

[2] « La nébuleuse de l'ingérence démocratique », *Voltaire*, 22 janvier 2004.

[3] À titre d'exemple, en 2002, la NED/CIA a versé 50 000 \$ pour la création d'une plateforme internet d'ONG, 150 000 \$ pour la création d'un groupe de pression au Parlement et la formation d'assistants parlementaires, 130 000 \$ pour organiser une union patronale, 400 000 \$ pour la formation de candidats à des élections locales, 400 000 \$ pour la formation de syndicalistes.

[4] « Freedom House : quand la liberté n'est qu'un slogan », *Voltaire*, 7 septembre 2004.

[5] Il existe un accord bipartisan sur la question ukrainienne. Richard Holbrooke, qui devrait être secrétaire d'État en cas de victoire de John Kerry, a approuvé les initiatives de l'administration Bush.

[6] « Les dessous du coup d'État en Géorgie », *Voltaire*, 7 janvier 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Complots à Kiev

Analyse

Mardi 2 novembre, les États fédérés qui ne l'ont pas déjà fait solliciteront leurs électeurs pour élire de « grands électeurs » qui éliront à leur tour le président des États-Unis. Nous avons longuement analysé dans ces colonnes le trucage des élections de 2000, le caractère ontologiquement anti-démocratique du système politique états-unien, et la préparation du trucage du scrutin actuel. Nous avons surtout montré que cette élection comprend certes des enjeux de personnes (qui exercera la fonction suprême et quelle équipe il composera), mais ne laisse entrevoir aucune perspective de changement de la politique étrangère de Washington. Enfin, nous avons souligné que nous ne croyons pas que la décision ultime appartienne au peuple, mais à une élite militaire et économique. Nous n'avons donc prévu aucune « édition spéciale » pour ce que nous considérons comme un non-événement, un simulacre de démocratie. À nos yeux, la seule bonne nouvelle que l'on puisse espérer c'est que, cette fois, le président soit élu et non nommé par la Cour suprême.

Dans nos précédentes éditions, nous avons examiné la manière dont les grands quotidiens états-uniens et la presse atlantiste se sont ralliés à la candidature Kerry. Nous avons montré que, plus qu'une adhésion à une candidature, il y avait là une tentative de réhabilitation de la, presse en chargeant le président sortant de la responsabilité exclusive d'une propagande dont beaucoup se sont rendus complices en abdiquant de leur esprit critique. Cependant, un newsmagazine européen, le *Bild*, fort de quatre millions d'exemplaires vendus, vient à contre-courant de prendre position pour George W. Bush. Sous la plume d'Hugo Müller-Vogg, le journal populaire célèbre en termes directs la capacité du président sortant à maintenir le statu quo dans le monde qui a tant favorisé la réussite économique des élites allemandes. On pourrait considérer que le *Bild* s'oppose ainsi à ses confrères. Mais il est plus probable qu'il se permet de dire sincèrement à ses lecteurs ce que tous pensent et espèrent. C'est un des paradoxes de cette effervescence qu'avait souligné Hubert Védrine. Au fond, la

classe dirigeante européenne souhaite la continuation de la politique de George W. Bush, mais préférerait en profiter avec l'élégance de John Kerry. C'est ce que résume obséquieusement le ministre britannique des Affaires européennes, Denis MacShane dans *Le Monde* : ce sont les États-Unis qui ont modelé la classe dirigeante en Europe à la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'est à eux que l'on doit tout, et c'est derrière eux que l'on participera à la guerre contre le terrorisme. Alors, reconnaissons notre allégeance.

Jeudi 28 octobre, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, comme chaque année, une résolution (A/RES/59/11) demandant aux États-Unis de lever leur embargo économique contre Cuba. Le texte a recueilli 179 voix pour et 4 voix contre (États-Unis, Israël, îles Marshall et Palaos).

Le matin même *Le Monde* avait publié une tribune de soutien à l'embargo signée par Rafael Rojas, directeur de la revue de la CIA/NED basée à Madrid *Encuentro de la cultura cubana*. L'écrivain y dénonce la condamnation et la mise en détention de 75 opposants au régime castriste s'ajoutant à 300 prisonniers d'opinion.

À l'inverse, le *Guardian* avait publié le point de vue du député travailliste Brian Wilson soulignant que Cuba a toutes les raisons de se sentir attaqué et de considérer ceux de ses opposants qui sont salariés par les États-Unis comme des traîtres. Il appelait donc à la levée de l'embargo US et au rapprochement euro-cubain.

L'une des particularités de ce débat est que les atlantistes ne développent pas les mêmes arguments selon qu'ils s'expriment à l'ONU ou dans la presse. Dans les enceintes diplomatiques, les États-Unis et Israël, agissant de concert, affirment que l'embargo est une question bilatérale dans laquelle l'ONU n'a pas son mot à dire ; une position qui traduit un total mépris pour le droit international. C'est sur un tout autre registre que le même camp s'exprime dans les journaux. Là, il n'est question, de manière consensuelle, que de Droits de l'homme bafoués par un régime qui ne supporterait aucune critique. Cependant cet argument vise à ouvrir la voie au « droit d'ingérence » unilatéral, donc à passer outre le droit international.

L'élection présidentielle ukrainienne réveille les vieux réflexes de la Guerre froide. Deux camps s'affrontent : le premier soutenu par Moscou, le second par Washington. Et c'est bien cet antagonisme qui cristallise les positions et non pas les personnalités ou les programmes des candidats. La presse occidentale ne rend compte que du point de vue pro-états-unien et ignore le point de vue pro-russe validant ainsi implicitement les accusations d'ingérence lancées à l'encontre de Vladimir V. Poutine.

Jackson Diehl, rédacteur en chef adjoint de la page éditoriale du *Washington Post*, monte lui-même au créneau dans les colonnes de son journal pour dénoncer l'impérialisme russe. Son texte a été repris aussi bien par le *Christian Science Monitor* que par *Gulf News*. Il accuse la Fédération de Russie d'avoir truqué les élections en Biélorussie pour faire élire Lukashenko et de s'apprêter à répéter l'opération en Ukraine au profit de Yanukovych reproduisant ainsi les manipulations de l'Union soviétique lors du « Coup de Prague », en 1947. Or, selon la version officielle occidentale démentie par les historiens, c'est cet événement qui aurait provoqué la Guerre froide. L'élection possible de Yanukovych marquerait donc le point limite au-delà duquel les États-Unis seraient en devoir de stopper la progression du péril russe en Europe.

Un autre argumentaire de la même veine circule. Il décrit une ingérence russe

ans les affaires ukrainiennes visant à introduire un modèle autocratique et corrompu dont Vladimir V. Poutine serait le paradigme. Il ne dit mot du rôle des États-Unis. Ce texte a été publié en anglais dans le *Moscow Times* sous la signature du député ukrainien Borys Tarasyuk, puis deux jours après, en français et amputé d'un paragraphe dans *Libération*. Mais cette fois sous la signature du candidat pro-états-unien, Victor Yuschenko. Peu de lecteurs ayant l'occasion de comparer ces journaux se seront rendus compte de la supercherie. Ce petit trafic est en lui-même sans importance, mais il nous en apprend beaucoup sur l'indépendance d'esprit de M. Yuschenko et de ses amis.

Enfin, Barnett R. Rubin de la fondation Soros s'indigne dans l'*International Herald Tribune* du développement de la culture du pavot en Afghanistan. Celle-ci représente désormais plus de la moitié de l'économie du pays, alors que celui-ci est sous contrôle de l'OTAN. Nous avons déjà recensé ici une tribune du ministre français de la défense, Mme Alliot-Marie, qui s'interrogeait à voix haute sur l'identité des parrains de ce trafic, réalisé sous le nez des GI's. M. Rubin est plus direct qui évoque la récente rencontre à Kaboul entre le secrétaire états-unien à la Défense, Donald Rumsfeld, et le principal parrain afghan de la drogue. Le Pentagone aurait assuré le mafieu qu'il pouvait continuer paisiblement son business tant qu'il apportait son soutien aux GI's toujours engagés contre les Talibans.

Réseau Voltaire

Hugo Müller-Vogg



Hugo Müller-Vogg est éditorialiste de *Bild*. Il a été correspondant économique à Düsseldorf pour le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (1981-1984), et correspondant à New York (1984-88).

« Pourquoi George W. Bush est-il le meilleur président ? »

Source : Bild

Référence : « Warum George W. Bush der bessere Präsident ist », par Hugo Müller-Vogg, *Bild*, 28 octobre 2004.

Dans 6 jours, des élections ont lieu en Amérique : Georges W. Bush ou John Kerry ?

Voici les 10 raisons pour lesquelles il serait bon pour l'Allemagne, le monde et l'Amérique que **George W. Bush** reste président.

1 : Les priorités de Bush sont claires, il considère le fondamentalisme islamiste et ses attaques contre l'humanité, ses mollahs assoiffés de sang comme le plus gros danger pour le monde occidental.

2 : Bush a retenu les leçons de l'Histoire. Les bons mots ne sont d'aucune utilité contre des fanatiques prêts à la violence, seule la puissance militaire compte. Contrairement à **John Kerry**, il ne manifeste là aucune hésitation.

3 : Avec Bush, les États-Unis en tant que super-puissance continueront à supporter la charge majeure dans la guerre sainte déclarée unilatéralement par

les fanatiques islamistes. Cela militairement, financièrement et aussi par le sang versé.

4 : En plus de son combat contre la terreur et les terroristes, un George Bush réélu ferait tout pour ne laisser émerger aucune nouvelle puissance atomique. Cela est particulièrement valable pour l'Iran et la Corée du Nord.

5 : Bush a appris que l'Amérique peut vaincre militairement un pays en solitaire, mais pas le libérer. C'est pour cette raison que pendant un deuxième mandat, il renforcerait la coopération internationale. Cependant, il ne se rendra pas dépendant du vote de la Syrie et de la Lybie à l'ONU.

6 : Bush sait que l'Allemagne et l'Europe n'ont pas les capacités militaires de s'engager au-delà de leurs frontières de façon significative. C'est pour cela qu'il n'imposera pas un tel engagement. C'est ce que ferait pourtant Kerry, portant un nouveau coup aux relations germano-américaines déjà mal en point.

7 : Sous Bush, l'Amérique restera un partenaire fidèle d'Israël et de son combat pour la survie. Ce dont quoi les Allemands doivent se réjouir.

8 : Les républicains ont toujours été de plus fervents partisans d'un marché mondial libre que les démocrates. C'est valable pour Bush en comparaison avec Kerry. Et c'est bon pour la nation exportatrice qu'est l'Allemagne.

9 : Chaque nouveau gouvernement américain commet des fautes, Bush a déjà commis les siennes. Kerry par contre n'a jamais dirigé un gouvernement. Peu de présidents y ont été aussi mal préparés avant lui.

10 : Avec Bush, nous savons ce qui nous attend. Concernant John Kerry en revanche, personne ne connaît ses positions, ni où il veut mener l'Amérique et le monde.

Pour finir : il y a déjà eu un président des États-unis que la plupart des Allemands tenaient pour une cruche : **Ronald Reagan**.

Nous lui devons la fin de la Guerre froide et la réunification. Il est fort possible qu'un jour nous ayons aussi à remercier Georges W. Bush.

Denis MacShane



Denis MacShane est ministre britannique travailliste des Affaires européennes.

« Laissons les obsessions au vestiaire »

Source : Le Monde

Référence : « Laissons les obsessions au vestiaire », par Denis MacShane, *Le Monde*, 29 octobre 2004.

Depuis Tocqueville, l'Europe cherche en vain à déchiffrer l'énigme américaine et cette interrogation est relancée par l'approche des élections présidentielles.

Pendant la Guerre froide, les États-Unis ont défendu l'Europe contre l'URSS en stationnant des troupes et du matériel militaire sur le sol européen et en permettant la construction du modèle social européen via le plan Marshall et le transfert d'une partie de leur richesse. Mais l'Europe craint les États-Unis et les cadeaux qu'ils apportent. La gauche est traditionnellement anti-américaine, cette tradition est bien ancrée des deux côtés de la Manche. Un sondage effectué en 1986 montra par exemple que, pour les deux tiers des Britanniques, les États-Unis constituaient une menace plus sérieuse que l'Union soviétique. L'Europe traitait Lyndon Johnson comme un Texan idiot et traitait Nixon avec

condescendance. L' « Empire du mal » de **Ronald Reagan** déchaîna un nouveau torrent de haine, Mitterrand fit exception. Les États-Unis durent également intervenir au Moyen-Orient devant l'incapacité des pays arabes et européens à faire face à l'invasion du Koweït. De même, quand Milosevic et Tudjman déclenchèrent les guerres de Yougoslavie, l'Europe ne put stopper la tuerie. Plus tard, elle dut se tourner vers les États-Unis et ses missiles pour dissuader Milosevic de poursuivre ses crimes au Kosovo. Si **Bill Clinton** parlait comme un Européen, il agissait comme un Américain. C'est sous sa présidence que les États-Unis refusèrent de signer le traité de Kyoto et de ratifier les statuts de la Cour pénale internationale et qu'**Hubert Védrine** lança sa théorie de l'hyperpuissance américaine, largement reprise aujourd'hui par les détracteurs de **George W. Bush**.

Aujourd'hui, l'Europe s'interroge sur les succès économique des États-Unis car elle n'a pas encore trouvé la réponse aux défis posés par la révolution politique, économique et sociale de l'après-1989. Les cerveaux européens sont nombreux à aller aux États-Unis et grâce à l'immigration, ils sont riches d'une population plus jeune. Les États-Unis importent massivement nos produits. Pourtant, année après année, le taux de croissance européen est moindre qu'aux États-Unis et le taux de chômage plus élevé. Au lieu de tirer les leçons de ce retard pour proposer des réformes, les Européens ne savent que se plaindre des États-Unis.

Puis vint le 11-Septembre. Les dirigeants européens accoururent à New York pour assurer les États-Unis de leur indéfectible solidarité. Nous étions tous Américains, pour reprendre la magnifique « une » du *Monde*. Mais quand les États-Unis décidèrent d'aller au combat contre le pays qu'ils considéraient comme l'un des maillons du réseau terroriste, la plupart des intellectuels rejetèrent l'analyse de Washington et son appel aux armes. Beaucoup espèrent une défaite de Bush, mais quels que soient les résultats, la politique des États-Unis ne changera pas, ils resteront déterminés à combattre le terrorisme et je les soutiendrai dans la lutte contre ce que Joschka Fischer appelle « le nouveau totalitarisme ». Plutôt que de nous focaliser sur les États-Unis, préoccupons nous de renforcer l'Europe. Comme le répète souvent **Tony Blair**, c'est en faisant de l'Europe une superpuissance et non un super-État que nous serons le mieux à même de défendre les valeurs que nous partageons avec les États-Unis

Rafael Rojas

Écrivain et essayiste cubain, Rafael Rojas est codirecteur de la revue *Encuentro de la cultura cubana*, publiée à Madrid avec le soutien de la NED/CIA.

« Le "cas" Rivero »

Source : Le Monde

Référence : « Le "cas" Rivero », par Rafael Rojas, *Le Monde*, 28 octobre 2004.

Au cours d'une tournée de propagande au Mexique, la fille de Che Guevara, Aleida Guevara March, a justifié la condamnation, au printemps 2003, de 75 opposants pacifiques cubains en affirmant que ces « mercenaires » (c'est son expression) avaient été jugés conformément au droit cubain. C'est malheureusement exact. Selon la législation socialiste cubaine, toute personne exprimant son opinion librement peut être condamnée pour « trahison de la

patrie ». Les 75 opposants cubains emprisonnés au printemps 2003 et les quelque 300 prisonniers de conscience qui croupissent dans les prisons de l'île doivent tous être libérés, ils n'auraient d'ailleurs jamais dû être arrêtés. Il faut tous les libérer, sans distinction, sous peine d'avaliser l'arbitraire du droit totalitaire, néanmoins, il est un cas dont la singularité échappe au désir d'être juste : celui de l'écrivain et poète Raul Rivero Castañeda

Il est en prison depuis deux ans et il se nourrit de son expérience pour écrire l'un des témoignages les plus éloquents et les plus durables sur les entrailles despotiques du socialisme cubain. Rivero est le poète lyrique cubain le plus sensible aux questions politiques. Il a construit une œuvre forte, une poésie d'opposition qui s'est nourrie des grands événements historiques : perestroïka, "rectification", chute du mur de Berlin, désintégration de l'URSS, transitions démocratiques, "période spéciale"... etc. Raul Rivero n'est pas l'unique poète-citoyen qu'ait donné Cuba en quarante-cinq ans de dictature, mais il est certainement celui qui a porté la poésie civique vers les formes les plus transparentes et les plus ouvertes qu'ait connues la littérature cubaine sous le castrisme. C'est en cela qu'il est dérangeant. La dictature enrage à lire ses poèmes et le fait que le ton des poèmes et des chroniques de Rivero soit plein de douceur et de compassion, qu'il soit serein et ironique, léger et direct, n'en exaspère que davantage cette lecture haineuse.

La fille du Che a raison : les opposants cubains sont en prison parce qu'ils ont violé les lois socialistes qui considèrent comme un délit le droit de tout citoyen de se réunir et de s'exprimer librement. Mais un de ces prisonniers, le poète et journaliste Raul Rivero, l'est pour avoir violé une autre loi : la loi non écrite qui établit qu'un bon écrivain résidant dans l'île ne peut écrire des poèmes et des chroniques d'opposition

Brian Wilson



Brian Wilson est député travailliste britannique.

« Le retour de Cuba »

Source : The Guardian

Référence : « Cuba's comeback », par Brian Wilson, *The Guardian*, 28 octobre 2004.

À l'ONU aujourd'hui, une motion condamnant le blocus états-unien de Cuba sera adoptée à une forte majorité avec le soutien et avec le soutien du Royaume-Uni et de tous les pays de l'Union européenne. C'est un rituel annuel dont Washington se moque. Le dernier vote avait condamné ce blocus par 154 voix contre 3. Il n'est pas nécessaire de soutenir le système de gouvernement cubain pour s'opposer au blocus qui a ruiné l'économie cubaine pendant 40 ans et touche les Cubains ordinaires.

L'action extraterritoriale des États-Unis est totalement illégale et forme un dangereux précédent, mais cela n'inquiète que le reste du monde, les États-Unis s'en moquent. Les relations entre l'Union européenne et Cuba se sont beaucoup détériorées sous l'influence de José-Maria Aznar. Certains ambassadeurs de l'Union européenne ont commencé à inviter des dissidents que les Cubains voient comme la cinquième colonne. Comme c'était prévisible, les autorités cubaines refusèrent d'assister à ces événements et les autres contacts

déclinèrent. Le Royaume-Uni fut perçu comme l'instigateur de ces pratiques bien que je sois certain que cette politique ne vient pas d'ici.

Le changement de gouvernement en Espagne ouvre la voie à une normalisation des relations avec Cuba. Dans le même temps, la politique états-unienne apparaît comme de plus en plus hypocrite car des gouverneurs républicains états-uniens d'États agricoles se rendent à Cuba pour faire la promotion de leurs produits et les réfugiés cubains de Floride (aujourd'hui majoritairement des réfugiés économiques) veulent une levée des sanctions qui les empêchent d'aider leur famille. Nous devons continuer à améliorer nos relations avec Cuba.

Jackson Diehl

Jackson Diehl est vice rédacteur de la page éditoriale du *Washington Post*.

« L'impérialisme incontesté de Poutine »

Source : Gulf News

, Washington Post

, Christian Science Monitor

Référence : « Putin's Unchallenged Imperialism », par Jackson Diehl, *Washington Post*, 24 octobre 2004.

« Putin's imperialism goes on unchecked », *Gulf News*, 27 octobre 2004

« Putin's unchallenged imperialism moves to Ukraine », *Christian Science Monitor*, 28 octobre 2004.

Imaginez qu'un président impérialiste décide d'intervenir agressivement dans un pays stratégique avec une démocratie fragile, de soutenir publiquement son favori, d'investir des millions dans sa campagne et d'ouvrir des centaines de bureaux de vote dans son pays pour que les « expatriés » puissent voter avant de se rendre lui-même dans la capitale du pays trois jours avant l'élection. Même Hamid Karzaï ou **Iyad Allaoui** auraient honte de telles méthodes si elles étaient utilisées par **George W. Bush** et le monde condamnerait alors un tel interventionnisme américain. Victor Yanukovych, Premier ministre et candidat à l'élection présidentielle ukrainienne a montré humblement sa reconnaissance pour tous les efforts déployés par **Vladimir Poutine** pour assurer son élection. Les gouvernements occidentaux y ont répondu par le silence.

L'enjeu de cette élection est pourtant de déterminer si un pays européen de la taille de la France, avec une population de 50 millions d'habitants, va rester une démocratie imparfaite ou glisser vers l'autoritarisme. Or, comme en 1947-48, Moscou est en train de manigancer pour s'assurer d'un résultat qui lui convient dans une élection étrangère. Cette affirmation n'est pas exagérée. Déjà, la semaine dernière Lukashenko, le président biélorusse, est devenu, au terme d'un référendum, l'équivalent d'un président à vie. Les sondages à la sortie des urnes de Gallup affirmaient pourtant que le « non » allait l'emporter, mais les résultats finaux donnent 77 % en faveur du « oui ». Aujourd'hui, la Russie a fourni la moitié des 600 millions de dollars de la campagne de Yanukovych et la télévision russe d'Étta, très regardée en Ukraine, fait sans cesse la promotion du Premier ministre. Moscou a installé 400 bureaux de vote en Russie, a envoyé ses conseillers en communication à Kiev et des popstars russes font des

tournées en soutien à Yanukovych. En échange de ce soutien, le Premier ministre a promis de ne pas demander d'adhérer à l'OTAN, de promouvoir la double nationalité russo-ukrainienne et de favoriser le nouvel « espace économique commun ». Il appliquera aussi les mesures autoritaires de Poutine dans son pays.

L'Occident ne soutient **Viktor Yushchenko** qu'en privé et ne remet pas en cause l'impérialisme de Poutine, cela signifie qu'il va continuer à se développer.

Borys Tarasyuk



Député ukrainien, Borys Tarasyuk, est président du Comité Verkhovna Rada pour l'intégration européenne. Il a été ministre des Affaires étrangères (1998-2000).

« Les ingérences russes en Ukraine sont vaines »

Source : Moscow Times

Référence : « Russia's Interference in Ukraine Is in Vain », par Borys Tarasyuk, *Moscow Times*, 27 octobre 2004.

La visite de **Vladimir Poutine** à Kiev pour la commémoration de la libération de l'Ukraine du joug nazi durant la Seconde Guerre mondiale est une tentative pour sauver la campagne du Premier ministre sortant Victor Yanukovych. Depuis des mois, les conseillers en communication du Kremlin ont eu pour stratégie de casser la société multiculturelle ukrainienne en grandes lignes de fracture ethnique, linguistique et religieuse et ils ont distribué leurs instructions aux médias pour qu'ils fassent la promotion de la Russie. Les Russes se sont également efforcés de trouver des Ukrainiens en Russie pour les pousser à voter tout en affirmant que la Russie n'interfère pas dans les élections en Ukraine. À l'occasion de ces élections ukrainiennes, deux systèmes de valeurs s'affrontent. Il y a d'une part celui fondé sur des valeurs démocratiques qui respectent les libertés individuelles et favorisent les chances et la compétition économiques. L'autre propose de garder en place un clan au pouvoir qui apprécie l'autocratie et le capitalisme sauvage plus que la liberté et la primauté du droit. Les Ukrainiens veulent un changement car ils pensent que leur pays se dirige dans la mauvaise direction.

Malheureusement, le président sortant, Léonid Kuchma, a mobilisé les ressources administratives pour imposer une atmosphère électorale de peur, d'intimidation et d'incertitude. Il s'attaque aux médias indépendants et les manifestations de l'opposition sont prises pour cible. Cette campagne n'est pas juste, selon les critères de l'OSCE. Des milliers de violations des règles électorales, dont le régime en place est responsable, restent impunies. Sous la pression des hauts dirigeants gouvernementaux, les fonctionnaires de tous niveaux sont obligés à ouvertement faire campagne pour le Premier ministre en place. Même le gouverneur de la Banque nationale a mis en péril la stabilité de la monnaie ukrainienne en laissant ses fonctions à des intérimaires pour jouer un rôle clé dans la campagne électorale du Premier ministre. Pour que l'élection ait lieu dans de bonnes conditions, il faut que des observateurs internationaux et ukrainiens soient déployés pour éviter une fraude massive.

Je pense toutefois que les efforts de la présidence seront vains car les Ukrainiens sont attachés aux valeurs démocratiques et à la primauté du droit. Si

Viktor Yushchenko est élu, la politique extérieure de l'Ukraine deviendra prévisible car elle sera fondée sur les intérêts nationaux de toute la société, contrairement aux intérêts privés des clans qui détiennent actuellement le pouvoir. Nous développerons nos liens avec l'Union européenne tout en conservant des relations avec la Russie fondées sur le respect mutuel. Les Ukrainiens ressentent le risque grandissant d'une nouvelle Europe bipolaire, avec ses pôles à Bruxelles et à Moscou, reposant sur la compétition des systèmes de valeurs. La perspective d'avoir à sa frontière tout un bloc d'États aux régimes autoritaires et corrompus devrait éveiller l'opinion et l'élite politique de l'Union européenne.

L'élection du 31 octobre apparaît pour nous comme une occasion à saisir afin de donner à tous les Ukrainiens une nouvelle chance pour une vie meilleure. Des millions de mes compatriotes ne laisseront pas le gouvernement nous voler cette chance.

Viktor Yushchenko



Viktor Yushchenko est ancien Premier ministre d'Ukraine et dirigeant de l'opposition parlementaire. Il est candidat à l'élection présidentielle en Ukraine où il est le candidat favori de la National Endowment for Democracy.

« En Ukraine, la démocratie en danger »

Source : Libération

Référence : « En Ukraine, la démocratie en danger », par Victor Yushchenko, *Libération*, 29 octobre 2004.

L'Ukraine, un pays de 48 millions d'habitants situé à l'Est d'une Union européenne récemment élargie, se choisira un nouveau leader lors de l'élection présidentielle prévue le 31 octobre.

À l'occasion de ces élections ukrainiennes, deux systèmes de valeurs s'affrontent. Il y a d'une part celui fondé sur des valeurs démocratiques qui respectent les libertés individuelles et favorisent les chances et la compétition économiques. L'autre propose de garder en place un clan au pouvoir qui apprécie l'autocratie et le capitalisme sauvage plus que la liberté et la primauté du droit. Les Ukrainiens veulent un changement car ils pensent que leur pays se dirige dans la mauvaise direction.

Malheureusement, le président sortant, Léonid Kuchma, a mobilisé les ressources administratives pour imposer une atmosphère électorale de peur, d'intimidation et d'incertitude. Il s'attaque aux médias indépendants et les manifestations de l'opposition sont prises pour cible. Cette campagne n'est pas juste, selon les critères de l'OSCE. Des milliers de violations des règles électorales, dont le régime en place est responsable, restent impunies. Sous la pression des hauts dirigeants gouvernementaux, les fonctionnaires de tous niveaux sont obligés à ouvertement faire campagne pour le Premier ministre en place. Même le gouverneur de la Banque nationale a mis en péril la stabilité de la monnaie ukrainienne en laissant ses fonctions à des intérimaires pour jouer un rôle clé dans la campagne électorale du Premier ministre. Pour que l'élection ait lieu dans de bonnes conditions, il faut que des observateurs internationaux et ukrainiens soient déployés pour éviter une fraude massive.

Je pense toutefois que les efforts de la présidence seront vains car les

Ukrainiens sont attachés aux valeurs démocratiques et à la primauté du droit. Si **Viktor Yushchenko** est élu, la politique extérieure de l'Ukraine deviendra prévisible car elle sera fondée sur les intérêts nationaux de toute la société, contrairement aux intérêts privés des clans qui détiennent actuellement le pouvoir. Nous développerons nos liens avec l'Union européenne tout en conservant des relations avec la Russie fondées sur le respect mutuel. Les Ukrainiens ressentent le risque grandissant d'une nouvelle Europe bipolaire, avec ses pôles à Bruxelles et à Moscou, reposant sur la compétition des systèmes de valeurs. La perspective d'avoir à sa frontière tout un bloc d'États aux régimes autoritaires et corrompus devrait éveiller l'opinion et l'élite politique de l'Union européenne.

L'élection du 31 octobre apparaît pour nous comme une occasion à saisir afin de donner à tous les Ukrainiens une nouvelle chance pour une vie meilleure. Des millions de mes compatriotes ne laisseront pas le gouvernement nous voler cette chance.

Barnett R. Rubin

Ancien membre de la Commission du département d'État sur la liberté religieuse dans le monde (1996-1998) et ancien assistant du représentant spécial de l'ONU en Afghanistan Lakhdar Brahimi pendant la conférence de Bonn (novembre-décembre 2001), Barnett R. Rubin est vice-président du Conflict Prevention and Peace Forum, membre de la Commission des Droits de l'homme pour l'Asie centrale d'Human Right Watch, membre du Central Eurasia Project de l'Open Society Institute de George Soros et du Conseil scientifique de Médecins sans frontières (MSF). Il a été membre du Council on Foreign Relations.

« La dépendance fatale de l'Afghanistan »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Afghanistan's fatal addiction », par Barnett R. Rubin, *International Herald Tribune*, 28 octobre 2004.

Il y a de bonnes nouvelles en provenance d'Afghanistan, comme les élections que même les Talibans et Al Qaïda n'ont pu empêcher, mais il y a aussi de mauvaises nouvelles, comme l'accroissement de 60 % de la production d'opium en un an. L'année dernière, d'après l'ONU, la production d'opium et les revenus qui en découlent équivalaient à la moitié de la valeur de l'économie légale du pays.

La décision de l'administration Bush d'armer et de financer des commandants afghans impliqués de longue date dans le trafic de drogue et son incapacité à faire face à cette question a grandement aggravé le problème. Lors de sa visite en Afghanistan, **Donald Rumsfeld** a rencontré celui qui est considéré comme le parrain du trafic de drogue local, il envoyait alors un message clair : continuez de combattre les Talibans et nous n'interférerons pas dans vos trafics.

La production d'opium a désormais atteint un tel niveau qu'elle fait vivre beaucoup de gens et qu'il serait difficile de priver la population de moyen de subsistance : l'économie afghane est accroc à la drogue. Chaque fois que Rumsfeld va à Kaboul, il s'extasie sur les nouveaux commerces, mais qu'est-ce qui les finance ? Les 3,3 milliards d'aide internationale ou les sept milliards de revenus de l'opium ? Aucun gouvernement ne peut faire respecter la loi ou assurer la sécurité dans ces circonstances. Il faut s'attaquer aux trafiquants et trouver d'autres moyens de subsistance aux paysans, alors que certains dans l'administration Bush veulent épandre des herbicides. Si la moitié de l'économie est détruite que pensez vous que les Afghans penseront des élections ?